

du  
**20 novembre**

# ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2014

au  
**4 décembre**

Profession de foi de SUD Éducation avec le soutien de SUD Recherche  
EPST (membres de l'Union Syndicale Solidaires) pour l'élection au CTU.

## À l'élection au CTU, **VOTEZ SUD !**

Le comité technique des personnels enseignants titulaires et stagiaires de statut universitaire (CTU) est une instance dédiée aux enseignantes-chercheuses et enseignants-chercheurs séparée du CTMESR. SUD Education et SUD Recherche EPST se sont exprimés pour la constitution d'un comité technique unique pour l'enseignement supérieur et la recherche. Nous défendons donc les mêmes revendications au CTU et au CTMESR.

Contrairement à d'autres syndicats, nous ne pensons pas que les luttes se gagnent dans les conseils et instances élus. Nous insistons sur le rôle consultatif du CTU. Cependant, par notre participation, nous pourrions y obtenir des informations, diffuser en retour des analyses, exprimer notre refus radical de la dégradation de notre statut et contribuer activement au déclenchement des luttes.

Nous siégeons pour agir contre la précarité institutionnalisée, renforcer la double mission enseignement et recherche à l'Université, défendre l'indépendance des enseignants-chercheurs et les conditions de travail de tous les collègues pour une conquête de nouveaux droits.

D'autre part, la loi dite « sur le dialogue social » ne donne des droits syndicaux significatifs qu'aux syndicats qui ont au moins un élu au CTU. **Voter SUD Éducation, soutenu par SUD Recherche EPST, c'est aussi nous donner les moyens légaux de continuer à nous battre avec vous !**

### **Nos valeurs : SUD, c'est Solidaires, Unitaires et Démocratiques !**

Notre syndicalisme refuse de s'arrêter à la porte de nos lieux de travail, pour un vrai projet de transformation sociale. Si les luttes sectorielles sont utiles et nécessaires, pour nous elles doivent s'inscrire dans un objectif global de changement radical de société, pour un monde juste, ouvert et solidaire, au travers notamment d'un véritable partage des richesses et du travail ; un monde qui ne sacrifie pas l'intérêt général, les services publics et l'avenir de la

planète, au profit de quelques intérêts privés, où la coopération remplace la compétition, où la différence est une richesse, où personne n'est laissé pour compte. C'est pourquoi avec Solidaires nous participons activement à différentes initiatives : ATTAC dont Solidaires est membre fondateur, Réseau Éducation sans Frontières, forums sociaux, Marche Mondiale des Femmes, Marches européennes contre le chômage, la précarité et les exclusions, Convergences pour la Défense et le Développement des Services Publics, etc.

**Parce qu'un autre monde est possible, de travailleurs-citoyens et non d'esclaves-consommateurs, construisons-le !**

### **Des attaques successives contre l'enseignement supérieur et la recherche : une seule logique, la marchandisation !**

En créant des COMUE, ensembles d'enseignement supérieur et de recherche hypertrophiés « compétitifs à l'échelle mondiale », mis en concurrence et gérés par une nouvelle super-bureaucratie, la loi Fioraso continue l'engagement dans le « Processus de Lisbonne » pour le grand marché de « l'économie de la connaissance », initié par le LMD, le « Pacte pour la Recherche » et la LRU.

La concurrence entre universités, entre laboratoires, entre équipes, et la concurrence de tous contre tous s'installe sous l'égide d'une évaluation, purement quantitative et arbitraire, et d'une individualisation accrue des rémunérations. L'assèchement des crédits récurrents a profondément modifié le quotidien des laboratoires qui doivent se concentrer sur des projets à court terme (ANR,...), au détriment de la recherche. Cette course aux contrats génère une asphyxie bureaucratique due à la rédaction et l'évaluation des projets, et promeut le recours massif à l'emploi précaire.

**C'est bien l'ensemble du service public d'enseignement supérieur et de recherche qui est en péril !**

### **Conséquences pour les personnels, les étudiantes et étudiants : précarité, inégalités, souffrance au travail...**

Pour les personnels : souffrance au travail, pression managériale, destruction des collectifs de travail, politique d'externalisation tous azimuts, logiciels à la big brother destinés à la prétendue rationalisation du système, réorganisation/désorganisation incessante des services, dévalorisation des agents assurant des tâches administratives et techniques qualifiés de « fonction support » ou de « personnel d'appui », mobilité forcée, placardisation, charges administratives de plus en plus lourdes, stigmatisation – et même parfois expulsion – des « non-publiant-e-s » des unités de recherche, management par les primes dont les plus importantes sont réservées aux meilleurs salaires, explosion des emplois précaires. La loi Sauvadet était vouée à l'échec dès le départ puisque sans moyens et sans obligation de titulariser les précaires – c'est d'ailleurs pourquoi Solidaires avait refusé de signer le protocole d'accord « Tron ». Un vrai plan de titularisation reste à faire : titulariser les 80000 précaires de l'ESR, c'est possible et beaucoup moins cher que tous les « pactes » bidons avec le MEDEF<sup>2</sup> !

Pour les étudiant-e-s : dégradation et atomisation de l'enseignement, parcours chaotiques et nouvelles barrières entre filières et régions, gestion locale des droits d'inscriptions qui, sans luttes, mènera à la même situation qu'en Grande Bretagne ou en Allemagne, précarité et pauvreté généralisées, tri social accentué.

<sup>1</sup> un quart en moyenne de toutes les catégories de personnels de l'enseignement et de la recherche travaillaient désormais sous contrats précaires.

<sup>2</sup> Le MEDEF réclame 100 Milliards d'argent public pour créer (peut-être !) 1 million d'emplois dans les entreprises, soit 100 000 € par emploi ! A titre de comparaison, le recrutement d'un jeune chercheur ou ingénieur titulaire coûte moins de 65000 euros annuels.

éducation  
**SUD**



## Face à cette situation, nos revendications !

Le gouvernement refuse de se donner les moyens d'une autre politique. Pour exemple, le crédit impôt recherche (CIR), subvention déguisée aux entreprises, ampute le budget de l'État de 6 milliards d'euros, ce qui représente 2,3 fois la dotation totale du CNRS ou 1,35 fois celle de l'ensemble des EPST !

Les capitalistes nous coûtent cher ! Nous condamnons la politique d'austérité !

Le gouvernement devrait taxer les revenus les plus importants et les dividendes des actionnaires à hauteur des enjeux actuels (les actionnaires ont par exemple vu leurs revenus croître de 30% en un an) et refuser de payer une dette publique illégitime.

## NOS REVENDICATIONS

- ➔ Utilisation des deniers publics pour les dépenses d'intérêt public.
- ➔ Une réelle politique de lutte contre le chômage et d'amélioration de la qualité de vie et de travail par une réduction conséquente du temps de travail.
- ➔ L'arrêt de la politique de recours généralisé à l'emploi précaire, la titularisation immédiate des actuels non-titulaires ; un plan d'urgence s'impose pour permettre de pourvoir les milliers d'emplois gelés.
- ➔ Une refonte du contrat doctoral garantissant l'égalité et l'indépendance des doctorant.e.s.
- ➔ La fin des évaluations-sanctions, et la disparition de tous les systèmes de primes à travers une refonte de la grille indiciaire.
- ➔ Des augmentations de salaires, une revalorisation immédiate de 400 € mensuels pour tous.
- ➔ La revalorisation du salaire minimum à 1700 € net mensuel et l'indexation des salaires sur l'évolution des prix.
- ➔ L'égalité de déroulement de carrière entre les hommes et les femmes.
- ➔ Le droit à la mutation et la suppression de toute mobilité subie pour tous les personnels.
- ➔ Une construction massive de logements étudiants et un véritable plan de rénovation de l'ensemble des universités.
- ➔ L'instauration de vrais pouvoirs et contre-pouvoirs décisionnels aux mains des personnels ; l'abrogation des lois LRU et Fioraso.
- ➔ Le refus de subventionner les établissements privés, et la fin de l'habilitation des diplômes du privé.
- ➔ La gratuité des frais d'inscription à l'université.

La liberté ne coûte rien ! Notre vision de l'enseignement et de la recherche n'est pas de conditionner les étudiantes et les étudiants à accepter l'idée que la vie ne sert qu'à produire et consommer. Nous défendons bien au contraire l'idée d'une Université et d'une Recherche émancipatrices permettant l'accès de toutes et tous aux savoirs et aux résultats de la recherche : leur mission principale doit rester de produire et de diffuser les savoirs et leurs critiques.



## Nos candidat.e.s

Nom, corps et affectation	Nom, corps et affectation
1. QUANTIN Cécile PR (Université Paris Sud, Sciences du sol, section 35)	11. QUINTANA Cécile PR (Université de Poitiers, Langues et littératures romanes, section 14)
2. FRAPPER Gilles MCF (Université de Poitiers, Chimie théorique, section 31)	12. HANUS Jean-Luc MCF (INSA Centre Val de Loire, Mécanique, section 60)
3. MABON Armelle MCF (Université Bretagne Sud, Histoire contemporaine, section 22)	13. LABAT-JACQMIN Sarah MCF (Université Nice Sophia Antipolis, Italien, section 14)
4. POTHIER Joël MCF (Université Pierre et Marie Curie, Bio-informatique, section 64)	14. RIVIERE Jean MCF (Université de Nantes, Géographie, section 23)
5. TAILLENS Muriel MCF (Université Bretagne Occidentale, Droit social maritime, section 1)	15. MARIANI-ROUSSET Sophie MCF (Université de Franche-Comté, Psychologie, section 16 -71)
6. BLOSSIER Thomas MCF (Université Lyon 1, Mathématique, section 25)	16. MOTELICA-HEINO Mikael PR (Université d'Orléans, Géochimie environnementale, section 35)
7. GILLESPIE Margaret MCF (Université de Franche-Comté, Littérature anglo-saxonne, section 11)	17. HAMADACHE Clarisse MCF (Université Paris Sud, Physique/Astrophysique, section 29)
8. JOURLIN Pierre MCF (Université d'Avignon, Informatique, section 27)	18. MAZET Olivier MCF (INSA Toulouse, Mathématiques appliquées, section 26)
9. SCHNEIDER-MIZONY Odile PR (Université de Strasbourg, Linguistique allemande, section 12)	19. PELCZAR Hélène MCF (Université Pierre et Marie Curie, Biochimie, section 64)
10. DEMARQUE Christophe MCF (Université Toulouse Jean Jaurès, Psychologie sociale, section 16)	20. CHAMERON Stéphane MCF (Université Paris 13, Ethologie, section 69)